

Je ne vois aucune raison pour que l'Église canadienne—et l'Église catholique aux États-Unis, car nous ne sommes pas seuls—n'exerce pas de pressions auprès de son gouvernement pour que l'on cesse d'expédier des armes à une junte qui assassine des gens depuis de nombreuses années, et surtout depuis l'an dernier.

Il poursuit ainsi:

Les Églises canadiennes continueront, par l'entremise du Comité œcuménique des droits de la personne en Amérique latine et de nombreux groupes locaux et régionaux, de recueillir le plus de renseignements possibles sur la situation du peuple du Salvador, de chercher des moyens de l'aider et d'élaborer une politique extérieure canadienne franche et énergique.

C'est là une déclaration fort éloquente. Je crois que la manière forte n'est pas la bonne et que l'on ne gagnera rien à créer un conflit Est-Ouest avec toute cette affaire. S'il y avait moyen de négocier une entente, ce serait déjà quelque chose. Si l'on créait un organisme dont le siège serait situé dans cette hémisphère, sur le continent nord-américain ou à l'ONU, ce serait encore quelque chose. L'intérêt pour les considérations humanitaires peut aussi faire avancer les choses, et parmi tous ces moyens, il y en a sûrement un par lequel le gouvernement et le peuple canadien pourraient faire leur part. Il est impossible de rester sourd à tant de souffrances. Il est impossible de rester calme et insouciant à l'approche d'un tel danger; nous ne pouvons pas ne pas dire notre inquiétude à tout pays, aussi ami ou aussi puissant soit-il, si nous avons des raisons de croire qu'il risque de prendre des mesures qui donneront non pas des résultats justes et acceptables, mais qui auront des effets dangereux et inconcevables.

Des voix: Bravo!

L'honorable Royce Frith (leader adjoint du gouvernement): Honorables sénateurs, j'ai une question à poser au sénateur Macquarrie; si je l'ai bien compris, il estime que nous ne devrions pas nous cantonner dans une attitude de neutralité ou de non-ingérence dans cette affaire mais que nous devrions prendre des mesures. Le sénateur a suggéré qu'entre autres choses nous devrions prendre la parole. Le sénateur peut-il nous suggérer d'autres formes d'action que nous puissions adopter hormis celle consistant à informer avec franchise les États-Unis de nos jugements de valeurs et de notre système de valeurs?

Le sénateur Macquarrie: Honorables sénateurs, je remercie le sénateur Frith de sa question. Je ne prétends pas posséder de formule miracle. Il est toujours utile d'élargir la base sur laquelle doivent s'élaborer des compromis et des décisions que ce soit comme je l'ai dit tout à l'heure à l'échelle de notre hémisphère ou de notre continent dans ce cas-ci au niveau de l'Amérique du Sud ou par le biais d'un organisme compétent des Nations Unies. Je crois que très souvent ce dont les États-Unis auraient besoin et ce qu'ils pourraient même apprécier dans de pareilles circonstances c'est une participation active de leurs alliés. Je crois que dans bien des domaines les Européens possèdent un grand capital inexploité de sagesse et de perspicacité.

Je pense que l'on devrait tout d'abord convoquer une sorte de conclave international. Je ne pense pas qu'il soit souhaitable que ce pays tout entier soit considéré comme une sorte de chasse-gardée des États-Unis où Cuba et le Nicaragua se livrent peut-être à des incursions parce que cette théorie est en soi une boîte de Pandore. Il y a des moyens plus constructifs de voir les choses. Je pense que les Mexicains pourraient jouer un rôle fort utile. Peut-être pourrait-on créer un comité de quatre pays. Le Canada pourrait en faire partie, si on le lui demandait, mais Cuba et les États-Unis en seraient tous deux exclus. Toutes ces possibilités sont une source d'espoir et d'inspiration. Les sénateurs le savent; je suis un pragmatiste éclectique. J'essaie toutes sortes de moyens et ne m'en tiens pas à une seule théorie. Voilà donc ce que je ferais.

Le sénateur Frith: J'ai une seconde question. Le sénateur Macquarrie veut-il proposer l'ajournement du débat en son propre nom, ou ne nous dirait-il pas plutôt ce qu'il pense de l'intervention du Canada à l'occasion de la visite de M. Broadbent au Salvador? A son avis, cette visite était-elle bien inspirée et peut-on en attendre de bons résultats?

Le sénateur Macquarrie: Honorables sénateurs, je saurais gré au sénateur Frith de proposer l'ajournement du débat, ce qui nous permettrait d'y revenir et de traiter des questions que j'ai mentionnées et d'autres aussi.

Le sénateur Frith: Je félicite le sénateur Macquarrie de son intervention très sincère, qui éveille les consciences, et je propose l'ajournement du débat.

(Sur la motion du sénateur Frith, le débat est ajourné.)

(Le Sénat s'ajourne au mardi 16 juin 1981, à 8 heures du soir.)